

VII. LA PRODUCTION ET LES FACTEURS DE PRODUCTION

1. La production industrielle

Entre le premier trimestre 1980 et le premier trimestre 1981, la production industrielle avait baissé de 4 points. Au deuxième trimestre 1981, avec la reprise de la demande, la production industrielle progresse de 1.4 % (1.9 % hors énergie). Depuis, au travers de petits mouvements à la hausse ou à la baisse au trimestre le trimestre, la production industrielle est stabilisée sur ce niveau.

Le volume de la production industrielle (en francs 1970)

	1981				1982
	1	2	3	4	1
Production totale	188.9	191.5	190.9	191.7	191.4
Production hors énergie	131.2	133.7	133.7	133.8	134.0

Il est vrai que depuis le deuxième trimestre 1981, la demande industrielle n'a pas beaucoup progressé (1.7 % du deuxième trimestre 1981 au premier trimestre 1982 pour l'industrie hors énergie). Mais la dégradation du taux de pénétration de 1.9 % sur cette période a empêché la faible croissance de la demande de se traduire par une augmentation de la production.

Ce mouvement de la production observé pour l'ensemble de l'industrie se retrouve avec une ampleur et un échéancier différents selon les produits.

Evolution de la production des importations et de la demande par produit entre le premier trimestre 1981 et le premier trimestre 1982.

	Industrie hors énergie	biens inter.	biens équip ^t professionnel	auto mat. transport	biens cons.cour.	biens éq ^t ménages
Production	2.1	2.1	2.0	0.7	2.8	3.5
importations	5.3	9.5	- 1.1	5.6	9.4	5.8
demande	3.2	3.8	1.1	2.3	4.2	8.6

Les biens de consommation courante et l'équipement ménager ont bénéficié du fait que la reprise était impulsée pour une bonne part par la consommation. Les stocks de produits finis étaient descendus dans ce secteur à un bas niveau. Ainsi la production de biens de consommation a continué à augmenter lentement jusqu'au premier trimestre 1982, en dépit de la montée des importations. Au cours des prochains mois, la croissance de la consommation restant du même ordre qu'aux trimestres précédents et le restockage devant se poursuivre à un rythme ralenti, cette tendance devrait se prolonger : les résultats de l'enquête auprès des industriels en avril confirme cette hypothèse ; cette situation pourrait même se prolonger au deuxième semestre, car ce secteur semble moins à même que les autres de profiter d'une relance de la demande mondiale. Dans les biens intermédiaires, la reprise de la production s'est interrompue plus tôt que dans les biens de consommation, puisque c'est au quatrième trimestre 1982, que s'arrête la croissance de la production. En partie due à la sidérurgie - la forte hausse de prix accordée par la CEE s'accompagnant de mesures de réduction de la production - cette baisse résulte surtout du ralentissement des exportations, et de la forte croissance des importations. Cependant les importations se stabilisent au premier trimestre et les stocks de demi-produits, même s'ils ont augmenté, conservent un niveau un peu inférieur à la normale. Les intentions d'achats des industriels restent à l'enquête trimestrielle de mars assez bien orientées. Ainsi le raffermissement de la demande de biens intermédiaires attendu par les industriels au deuxième trimestre 1982 devrait s'avérer et permettre alors une croissance modérée de la production. Au deuxième semestre 1982, celle-

ci pourrait se poursuivre, la demande mondiale et la demande inter-industrielle devraient se montrer plus actives qu'en début d'année. Dans l'automobile, la production stagne à un niveau assez bas depuis le milieu de 1981. Cependant l'allègement des stocks des constructeurs lié au mouvement d'immatriculations exceptionnel du premier trimestre crée les conditions d'une lente reprise de la croissance, d'autant que les carnets de commande se garnissent sensiblement. La production de biens d'équipement professionnels est étale depuis le deuxième semestre 1981 ; à la baisse de l'investissement s'ajoute en effet sur cette période celle des exportations. Au cours des prochains mois, selon l'opinion des industriels interrogés à l'enquête d'avril, l'activité devrait encore ralentir. Il faudra probablement attendre le deuxième semestre pour que la reprise attendue de l'investissement et de la demande étrangère autorise une meilleure orientation de la production dans ce secteur. En résumé, l'atonie de la production observée depuis neuf mois devrait persister jusqu'au second trimestre 1982. Dans la deuxième moitié de l'année, la réactivation de la demande extérieure, de l'investissement et des stocks entraînerait une croissance de la production dont l'ampleur serait limitée par la dégradation du partage de l'offre qui accompagne toujours ces phases de reprise.

2. Le BTP

Au cours de l'année 1981, le secteur du BTP a vu sa production globale diminuer en volume d'environ 2 %, malgré le maintien du nombre de logements mis en chantier. Un ralentissement de l'activité a en effet été observé à la fin du second semestre dans les différents sous-secteurs.

En ce qui concerne le logement, les mises en chantier, pour la première fois depuis 7 ans, sont stables par rapport à l'année antérieure (bien que pour des raisons de baisse de qualité ceci corresponde à une diminution de la production). Le chiffre de 400 000 logements commencés recouvre cependant des évolutions divergentes, puisque la construction individuelle enregistre un recul de l'ordre de 5 %, tandis que le logement collectif progresse de 12 %.

Les statistiques relatives au début de l'année 1982 restent assez inquiétantes puisque le nombre de logements commencés pour la période de décembre à février est en baisse de 15 % par rapport à la même période de l'année précédente, tandis que les autorisations diminuent dans le même temps de 11 %. Le mouvement décroissant touche tous les types de construction et tous les secteurs de financement mais plus nettement le secteur libre.

L'enquête réalisée auprès des promoteurs, constructeurs en janvier dernier, a montré que ceux-ci restaient fortement pessimistes, estimant que la demande continuerait d'être faible, provoquant des perspectives de mises en chantier médiocres. L'enquête en cours a peu de chance, compte tenu du contexte général, de faire apparaître un retournement de situation ; cependant, les mesures prises récemment pour favoriser les prêts conventionnés devraient entraîner un redressement vers la fin du premier semestre.

L'amélioration de l'habitat dont la part n'a cessé de croître par rapport à l'ensemble du BTP est actuellement le seul secteur stable.

Les dotations budgétaires pour 1981 ont permis un maintien de l'activité globale dans ce domaine où la concurrence augmente fortement, de nombreux entrepreneurs cherchant ici des débouchés.

La loi de finances prévoit un fort accroissement du budget consacré à l'habitat existant pour cette année, ce qui devrait permettre une légère reprise de l'activité.

Les statistiques relatives aux bâtiments autres que logements font apparaître au niveau des autorisations et des mises en chantier une nette dégradation de la situation qui était restée jusqu'à la fin de 1981 assez satisfaisante.

En effet, on enregistre pour la période des trois derniers mois connus (décembre à février) une baisse de 16 % pour les autorisations par rapport à la même période de l'année antérieure et de 27 % pour les mises en chantier.

Cette évolution défavorable, provoquée par la faiblesse des investissements du secteur productif, qui touche tous les types de bâtiments, à l'exception des bâtiments agricoles était prévisible ; en effet, l'enquête réalisée en janvier auprès des entrepreneurs annonçait un recul de l'activité pour le premier trimestre 82 et en même temps les carnets de commandes continuaient de se dégarnir principalement en raison d'une baisse de la demande émanant de la clientèle privée.

Concernant le génie civil, la situation n'a cessé de se dégrader au cours de l'année

précédente provoquant une baisse de chiffre d'affaires d'environ 4 % en volume. Au début de 1982, une stabilisation est observée pour les travaux réalisés, alors que les marchés conclus reculent nettement. Par contre, les travaux réalisés par les entreprises à l'étranger se sont maintenus à un bon niveau et devraient rester bien orientés.

En résumé, les perspectives pour 1982 restent pour l'instant plus favorables et la reprise qui était espérée ne semble pas s'amorcer. En effet les premiers comptages concernant l'enquête d'opinion réalisée auprès des entrepreneurs du bâtiment en avril ne permettent pas d'envisager d'amélioration pour le trimestre à venir. Les chefs d'entreprises restent dans l'ensemble pessimistes quant à la situation en raison de la faiblesse des commandes passées.

Cette situation atteint maintenant tous les secteurs du BTP et il faudra peut être attendre le second semestre pour percevoir les effets favorables provoqués par le Budget et les mesures d'encouragement au logement.

Effectif industriel

3. L'emploi

Durant l'année 1981, les effectifs industriels ont diminué à un rythme de 1,1% par trimestre, ce qui conduit à une croissance de la productivité du travail de 6% durant l'année. Cette tendance semble se poursuivre bien qu'à un rythme ralenti au premier trimestre 1982.

En effet, tout ralentissement du rythme de croissance dans l'industrie conduit, en raison du retard de la baisse des effectifs à la baisse de la production, à des pertes de productivité. Ce mécanisme a joué fortement en début 1981, les effectifs excédentaires étaient de l'ordre de 6%.

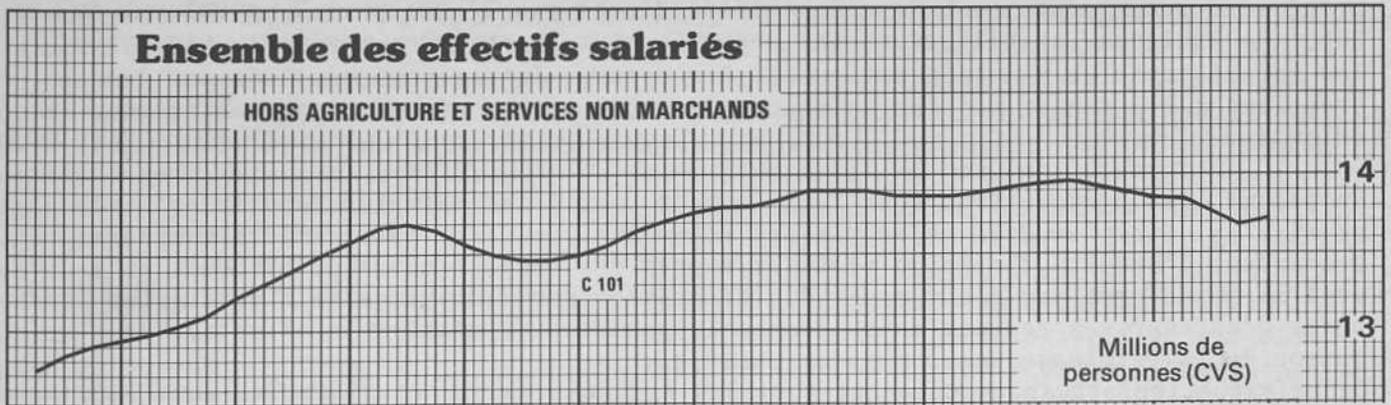
Glissement annuel	Glis.	Glis.	Glis.					
	80	81	82	81-4	82-1	82-2	82-3	82-4
Production	-3,6	1,0	2,8	-0,1	0,2	0,3	0,8	1,6
Durée	-0,3	-0,7	-2,3	-0,1	-0,9	-1,5	0,0	0,1
Effectifs	-1,4	-4,4	-1,7	-0,9	-0,4	-0,6	-0,3	-0,3
Productivité	-1,8	6,1	6,9	0,9	1,7	2,3	1,1	1,8

C'est pourquoi en 1981, on observe une forte baisse des effectifs. Au début de 1982, les effectifs excédentaires peuvent encore être estimés à 4%. Malgré des perspectives plus favorables de production et la réduction de la durée du travail, la reprise de l'embauche ne semble guère imminente.

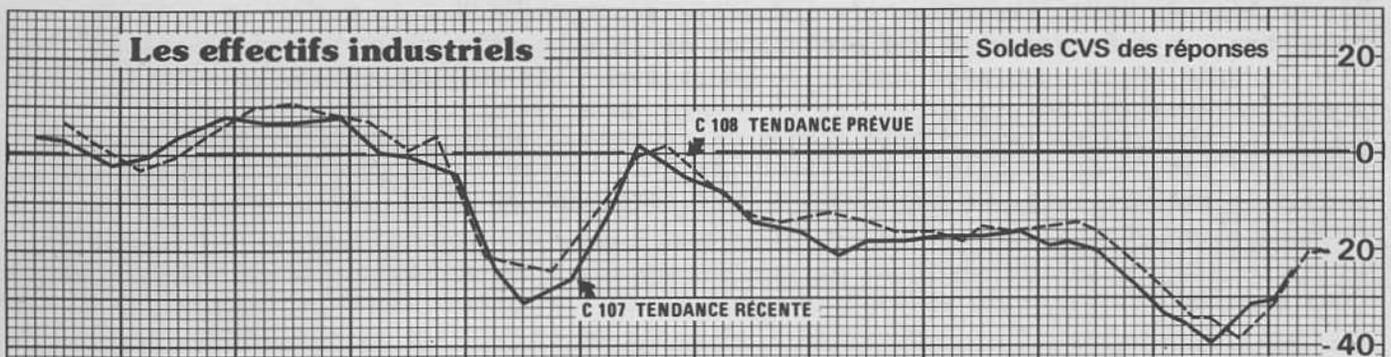
L'enquête trimestrielle auprès des industriels montre que la tendance récente des effectifs reste orientée à la baisse ; la tendance prévue semble se redresser très nettement mais reste à un bas niveau.

La réduction des effectifs industriels devrait donc se poursuivre en 1982 : elle aurait été d'environ 2% en l'absence de réduction de la durée du travail. Celle-ci devrait permettre de la limiter à 1,7% : compte tenu de la croissance de la production les gains de productivité dans l'industrie seraient encore de l'ordre de 6 à 7% en 1982.

Malgré la poursuite de la baisse des effectifs industriels, la fin de l'année 1981 a été marquée par une légère augmentation des effectifs de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles (0.2 % au quatrième trimestre 1981), ce qui ne s'était pas produit depuis le début de l'année 1980. Cette amélioration était en effet en partie liée aux effets du plan Avenir Jeunes mis en place à la rentrée 1981 : celui-ci avait largement contribué à la croissance de 0.8 % des effectifs du tertiaire marchand au quatrième trimestre 1981. La croissance des effectifs du tertiaire marchand (0.5 %) devrait continuer à compenser la baisse des effectifs industriels. On devrait en revanche observer une légère inflexion au deuxième trimestre liée aux sorties de stages pratiques du plan Avenir-Jeunes. Au deuxième semestre, la reprise de l'activité serait à la fois trop



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 46. Source : série INSEE d'effectifs salariés. Elles se prêtent mieux au repérage des tendances de l'emploi que les séries de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail qui sont affectées par des biais importants. Ces séries INSEE indiquent en valeur absolue les effectifs au dernier jour du trimestre. Elles traduisent l'évolution tant sur courte que sur longue période du niveau réel des effectifs salariés. VOIR AUSSI : les séries sectorielles pages 46 à 49 du cahier bleu.



GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 47. Source : INSEE, enquête trimestrielle dans l'industrie. Les industriels indiquent ici, à chaque enquête, pour leur propre entreprise, la tendance des effectifs au cours des 3 ou 4 derniers et 3 ou 4 prochains mois. Soldes des réponses : différence entre les pourcentages de réponses «en augmentation» et «en diminution».

COMMENTAIRE EN PAGE 55 / PAGE 56

COMMENTAIRE EN PAGE DE DROITE

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier bleu, page 52. Source : les dénombrements effectués par l'ANPE. Les demandes non satisfaites sont accompagnées ici des autres données d'ensemble mensuelles du marché du travail.



faible et trop récente pour permettre une croissance des effectifs. Dans ces conditions, la croissance des effectifs occupés devrait être très faible au cours de l'année 1982 (+ 0.6 %). L'emploi industriel (y compris BTP) diminuerait de 1,5 % (- 60.000 au 1er semestre et - 40.000 au second) alors que la progression des effectifs des secteurs tertiaires marchands n'atteindrait pas les 2 % (+ 40.000 au premier semestre, + 80.000 au second).

Le chômage

La légère amélioration de l'emploi à partir du dernier trimestre de 1981 ne s'est pas traduite sur l'évolution des DEFM jusqu'à fin avril 1982 (derniers chiffres connus) : celles-ci ont continué de croître à un rythme moyen mensuel de + 20 000 (en CVS) depuis août 1981 (moins élevé que celui du premier semestre 1981). Cependant, l'évolution de la structure des DEFM lors du dernier trimestre 1981 montre une progression sensible de la proportion des premières entrées ou reprises d'activité. De plus, le nombre de licenciements pour motif économique continue de décroître et les offres d'emploi après avoir atteint leur plus bas niveau de novembre 1981 se redressent. Enfin, le chômage au sens du BIT mesuré par les enquêtes emploi d'octobre 1980 et 1981 progresse moins que les DEFM pour la même période (respectivement + 19,2% et + 26,0%). Ces différents éléments suggèrent que l'évolution récente des DEFM ne peut être mécaniquement liée à celle des effectifs occupés : des causes complémentaires que l'on analyse encore mal doivent être recherchées (champ des différentes statistiques, évolution des comportements d'activité ou d'inscription à l'ANPE liée à l'appréciation de la conjoncture, effets de la progression des contrats à durée déterminée...). Le cap des 2 millions CVS devrait être franchi pour la première fois à la fin du mois de mai, l'évolution restant à la hausse jusqu'au mois d'août. Les mesures prévues à la rentrée en faveur des jeunes ("plan 16-18 ans" et aménagement du Plan Avenir-Jeunes) ainsi que la montée en régime du dispositif des contrats de solidarité devraient ensuite conduire à une légère diminution des DEFM jusqu'à la fin de l'année. L'accroissement annuel du chômage qu'entraîne l'évolution de l'emploi attendue est d'environ 130 000. En fait, cet accroissement devrait être un peu moindre dans la mesure où l'effet des contrats de solidarité serait de freiner l'augmentation nette des ressources en main d'oeuvre. Le niveau de l'indicateur des DEFM serait alors voisin des 2 000 000 CVS en fin d'année 1982 (plus de 2 100 000 en données brutes).

4. Les marges de capacité de production

A l'enquête trimestrielle de mars 1982, les marges de capacité disponibles apparaissent plus faibles : 22,4 % contre 22,6 % en janvier et 23,0 % en octobre 1981. Cependant, leur niveau reste élevé. Aucune détente des marges n'apparaît dans le secteur des biens d'équipement. Dans le secteur des biens de consommation, les marges disponibles augmentent en mars (après avoir nettement baissé en janvier) ; seules les marges du secteur des biens intermédiaires s'amenuisent.

Parallèlement, les goulots de production restent à un bas niveau (7 % seulement des entreprises industrielles déclarent un goulot d'équipement) et les industriels qui déclarent des capacités de production excédentaires restent nombreux.

L'ensemble de ces indicateurs n'indiquent donc ni reprise sensible de l'activité industrielle ni fort besoin d'investissement de capacité. La réduction de la durée du travail ne semble pas avoir eu d'effet sur les réponses des industriels ; il n'y a ni baisse nette des marges disponibles ni diminution des capacités excédentaires. La baisse de la durée du travail semble s'accompagner principalement de gains de productivité du travail : elle ne poserait pas de problèmes de capacités de production.

C'est au deuxième trimestre 1981 que le produit intérieur brut a recommencé à croître après un an de récession. Depuis cette date, deux périodes sont discernables : du printemps à l'automne 1981 la croissance du P.I.B. s'établit à environ 3 % l'an ; mais le rythme baisse de moitié durant le semestre suivant (quatrième trimestre 1981 à premier trimestre 1982), ce chiffre recouvrant une quasi-stagnation de la croissance industrielle. Pour le reste de l'année 1982, un retour à ce rythme annuel de 3 % peut être atteint si se dessine rapidement une reprise de la demande à l'exportation et de la demande des entreprises.

La phase de croissance rapide connue en 1981 était soutenue par la demande des ménages et par un fort courant d'exportations. Comme on l'a vu plus haut, les gains de pouvoir d'achat acquis par les ménages au premier semestre 1981 expliquent le développement de leur demande tandis que l'exportation semble avoir bénéficié de l'impulsion donnée à notre compétitivité par la très forte hausse du dollar. En revanche la demande des entreprises et l'investissement des ménages jouent négativement sur la croissance. Enfin les importations se redressent comme il est habituel au sortir d'une récession, mais sans marquer de croissance excessive.

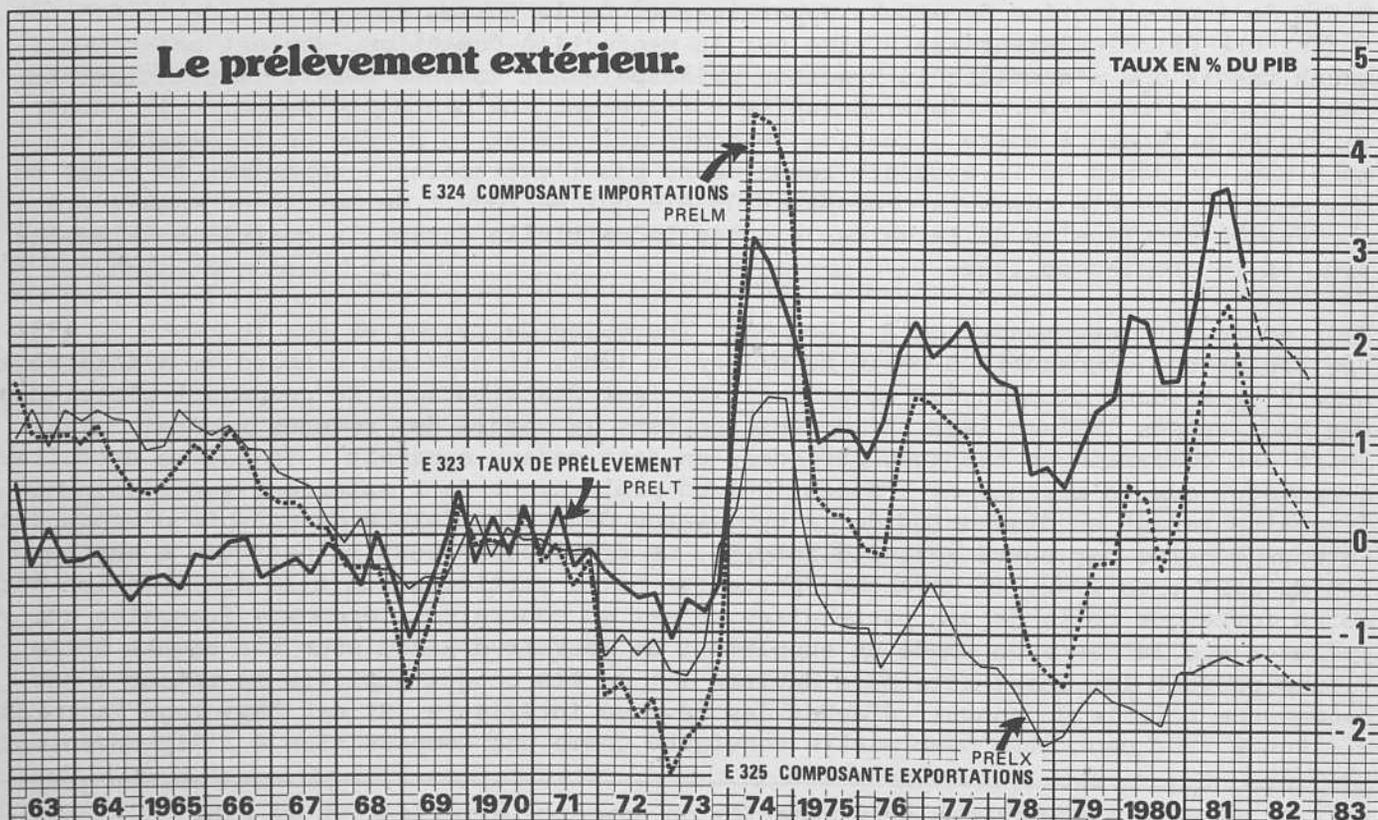
A partir de l'automne 1981, la situation macroéconomique française se modifie sur un point essentiel : l'équilibre extérieur. Ce semestre de croissance a commencé de créer un écart conjoncturel entre l'économie française et celle de nos partenaires où les tendances récessives se prolongent ; d'autre part l'écart déjà fort au printemps 1981 entre les rythmes d'inflation en France et à l'étranger s'amplifie nettement du fait des succès rencontrés par les économies étrangères dans leur lutte contre l'inflation. A ce contexte extérieur plus dur s'ajoute une modification de la structure de la demande interne. La consommation des ménages en produits manufacturés continue de croître vivement tandis que le reste de la consommation ralentit ; d'autre part quelques mouvements de reconstitution de stocks apparaissent. De la sorte, la fraction de la demande intérieure principalement satisfaite par la production domestique devient moins croissante tandis que s'accélère la fraction principalement tournée vers l'importation. En sens inverse, nos exportations se replient fortement. La brutalité de ce repli paraît excessive eu égard à notre situation de compétitivité et au niveau de la demande mondiale, de sorte qu'il apparaît fondé de ne pas l'extrapoler ; cependant la somme de ces deux mouvements casse la croissance du PIB qui se réduit de moitié et annule pratiquement la progression de la valeur ajoutée industrielle durant le quatrième trimestre 1981 et le premier de 1982.

Pour apprécier les chances qu'a l'économie française de retrouver sur le reste de 1982 une croissance comparable à celle du milieu de 1981, il convient d'abord de s'interroger sur la croissance globale des revenus et sur leur distribution. En comparant globalement les deux années 1981 et 1982 (l'imprécision dans la mesure des revenus rendrait aléatoire des comparaisons par sous périodes) un fait majeur apparaît : la hausse du dollar a provoqué sur la moyenne de l'année 1981 un prélèvement de l'extérieur sur l'économie française venant en diminution de la croissance déjà très faible du pouvoir d'achat des revenus générée par notre activité interne. Ce prélèvement peut se chiffrer à environ 1 % du PIB*. En 1982, en revanche, parce que notre participation à la désinflation est moins forte que celle de nos partenaires, c'est au contraire l'économie française qui va prélever sur le reste du monde un supplément de pouvoir d'achat pour ses agents intérieurs pouvant lui aussi atteindre environ 1 % du PIB ce qui amplifie le retour à une croissance notable du pouvoir d'achat des revenus intérieurs. Si cet "avantage" accordé à l'année 1982 peut être pour partie considéré comme une compensation à l'"inconvenient"

* Il se calcule à partir des prix relatifs du commerce extérieur et du PIB.

COMMENTAIRE EN PAGE 59 / PAGE 60

GRAPHIQUE DE TENDANCES, cahier vert, page 111. Source : Comptes trimestriels. Le taux de prélèvement extérieur mesure la perte de pouvoir d'achat du revenu national qu'induit une détérioration des termes de l'échange. Il est négatif à partir du premier choc pétrolier. On décompose ce taux en un taux de prélèvement par les importations qui mesure la ponction de revenu réel engendrée par un choc sur le prix des importations, et un taux de prélèvement par les exportations qui traduit une éventuelle réponse par le prix des exportations (voir la note du cahier vert, page 111 pour le calcul de ces taux).



supporté par l'année 1981, il comporte aussi des dangers évidents : il témoigne d'une perte de compétitivité dont les effets défavorables aux échanges extérieurs en volume peuvent l'emporter rapidement après un maintien artificiel de la valeur du solde ; favorable à la demande interne, il accroît l'écart conjoncturel avec l'étranger et amplifie le premier risque.

Le second fait majeur caractéristique des deux années 1981 et 1982, c'est la continuité de la croissance du pouvoir d'achat des revenus des ménages. Il ressort en effet des analyses précédentes qu'une croissance d'environ 3%** du pouvoir d'achat est probable en 1982 comme en 1981. Cette continuité tient largement à la rigidité et à la constance de la croissance des prestations sociales alors que le pouvoir d'achat de la masse des salaires nets ne s'accroît que faiblement, avec de nombreuses irrégularités dues au calendrier des relèvements des taux de cotisations sociales et aux effets de la réduction de la durée du travail. La part des prestations dans le revenu des ménages et leur rigidité aux fluctuations de la conjoncture constituent un puissant facteur de stabilisation de la croissance mais de déstabilisation des systèmes de financement et donc d'aggravation des déficits publics au sens large.

L'analyse faite précédemment du déficit des administrations montre que l'engagement dans une situation de déficit est plus sensible en 1981 qu'en 1982 notamment pour maintenir à + 3 % la croissance du pouvoir d'achat des ménages. De la sorte, le bouclage général des revenus a entraîné une forte dégradation des résultats des entreprises en 1981 mais devrait maintenant leur permettre un assez net redressement. Il semble que ce soit déjà le cas durant l'hiver 1981-1982, essentiellement parce que la réduction de la hausse des prix des consommations intermédiaires importées ne s'est encore que faiblement répercutée dans les prix de production, permettant une amélioration des marges.

En 1981, la distribution générale des revenus justifie clairement la structure de la demande : après une phase d'accélération, les ménages ont aligné leur consommation sur le pouvoir d'achat de leurs revenus ; la demande des entreprises est restée très faible ; enfin la demande publique a assuré un soutien modéré, l'essentiel de ce soutien passant par les transferts.

Pour 1982, la poursuite de la croissance de la consommation des ménages et de la demande publique constituent les points les plus assurés de la prévision. Mais la croissance de ces deux postes ne peut à elle seule entraîner celle de l'ensemble comme le montre bien la situation des mois récents : la reprise de l'exportation est aussi nécessaire. Cette reprise est possible parce que la décroissance enregistrée durant le semestre passé paraît exagérée eu égard à notre situation de compétitivité mais elle est cependant aléatoire car aussi largement dépendante de la conjoncture internationale. Si nous avons finalement retenu dans cette note à titre d'hypothèse centrale que cette reprise aurait lieu dès le second trimestre de 1982, il doit être clair que toute faiblesse ou retard dans son déclenchement hypothéquerait l'ensemble du pronostic. En revanche, si ce redémarrage de l'exportation vient s'ajouter à la croissance de la consommation des ménages, un dégel de l'investissement devrait se produire, les meilleures perspectives de croissance s'ajoutant pour le permettre à l'amélioration des résultats des entreprises.

** ce pouvoir d'achat est calculé au prix de la demande totale; calculé par rapport au prix de la consommation, comme cela est fait dans le chapitre consacré aux ménages, ce pouvoir d'achat n'est que de 2,2 %.

ANNEXE

ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES MARCHANDS : EQUILIBRE RESSOURCES EMPLOIS
(pourcentages de variations)

	80.1	80.2	80.3	80.4	1980	81.1	81.2	81.3	81.4	1981	Premier semestre 1982 *
P.I.B. marchand	0.5	- 0.8	- 0.3	- 0.1	1.2	- 0.6	1.3	0.2	0.7	0.3	0.5
Dont V.A. industrielle	0.5	- 1.3	- 0.9	- 0.6	0.4	- 0.9	1.6	-0.1	0.3	- 0.9	0.2
V.A. non industrielle	0.4	- 0.4	0.1	0.0	1.6	- 0.4	1.2	0.3	1.0	0.9	0.7
Importations	4.3	- 0.5	0.1	0.6	7.3	- 2.0	1.4	0.8	4.5	0.9	- 2.1
Total des ressources	1.3	- 0.7	- 0.2	0.0	2.4	- 0.9	1.3	0.3	1.5	0.4	- 0.1
Cons. march. ménages	0.7	- 0.7	0.7	0.6	1.7	0.1	1.1	1.2	0.3	2.3	1.2
Cons. nette des APU	0.6	0.3	- 0.1	1.0	2.6	- 0.7	0.5	0.3	-0.8	0.3	1.6
F.B.C.F. totale	1.1	- 1.5	- 0.4	0.8	2.4	- 1.7	-0.3	-1.1	-0.2	- 2.5	- 0.3
Dont S.Q.S. et E.I.	2.7	- 0.8	0.4	1.1	6.1	- 2.5	-1.2	-0.6	0.5	- 2.8	- 0.3
Ménages hors EI	-1.3	- 2.2	- 3.5	- 0.1	-3.8	- 0.4	1.2	-1.1	-1.9	- 2.9	
Administ. pub.	0.5	- 1.5	0.7	- 0.6	1.4	0.8	-1.0	-0.7	0.1	- 0.7	
Autres secteurs	-1.7	- 4.6	2.6	3.5	-3.8	- 3.7	2.7	-7.1	-0.1	- 2.7	
Exportations	1.4	- 0.3	- 1.7	1.3	2.9	0.3	6.4	0.2	-0.5	5.1	- 1.3
Emplois hors stocks	0.9	- 0.7	- 0.0	0.8	2.1	- 0.2	1.9	0.5	0.0	1.9	0.4
Variations de stocks (en milliards de francs 1970)	6.5	6.4	5.9	3.5	22.3	1.5	-0.4	-1.1	3.7	3.8	5.8

* Glissement sur le premier semestre (somme des variations enregistrées sur les deux premiers trimestres = variation du quatrième trimestre 1981 au deuxième trimestre 1982).

IMPRIMERIE NATIONALE
2.677.292. P
Imprimé d'après documents fournis
